



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### ACHAT DE PRESTATIONS SYLVICOLES

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5  
du Code de la commande publique)

#### ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2021-8300-01

#### Objet de la consultation

Le présent marché de culture a pour objet l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison de plants, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par les Agences territoriales Val de Loire, Berry-Bourbonnais, Pays-de-la-Loire, Bretagne et Poitou Charentes.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine  
100 Bd de la Salle  
45760 Boigny sur Bionne

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Milène Gentils, Adjointe au Directeur Territorial Centre-Ouest-Aquitaine en charge des questions forestières de l'Office National des Forêts.

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Centre-Ouest-Aquitaine, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 030 20 dont le siège est 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre de l'accord-cadre est Mme Milène GENTILS, Adjoint au directeur territorial Centre Ouest Aquitaine, chargé des questions forestières) 100 Boulevard de la Salle 45760 Boigny sur Bionne.

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est M. Max BUZAT, Directeur financier de la Direction territoriale Centre Ouest Aquitaine 100 Bd de la Salle 45760 Boigny sur Bionne – [max.buzat@onf.fr](mailto:max.buzat@onf.fr)

### **1.4. Personnes auprès de qui des renseignements d'ordre juridique, administratif et technique peuvent être obtenus**

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre juridique ou administratif est : Mme Yamina KECHEROUD, Responsable territorial Achat Centre Ouest Aquitaine 9 Rue Raymond Manaud 33520 Bruges – [yamina.kecheroud@onf.fr](mailto:yamina.kecheroud@onf.fr)

Les personnes habilitées à donner des renseignements d'ordre technique sont :

Xavier MANDRET  
Pôle Forêt DT Centre Ouest Aquitaine  
100, boulevard de la Salle  
BP 18 - 45760 Boigny-sur Bionne  
02 38 65 02 94 - 06 24 66 31 80  
[xavier.mandret@onf.fr](mailto:xavier.mandret@onf.fr)

Pauline DELORD  
Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine  
Responsable du Pôle forêt  
100, boulevard de la Salle  
BP 18  
45760 Boigny-sur Bionne  
02 38 65 02 89 - 06 46 60 67 64  
[pauline.delord@onf.fr](mailto:pauline.delord@onf.fr)

### **1.5. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale.

## OBJET DU MARCHE

### 1.6. Objet du marché

Le présent marché de culture a pour objet l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison de plants, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par les Agences territoriales Val de Loire, Berry-Bourbonnais, Pays de la Loire, Bretagne et Poitou Charentes.

L'exécution de ce marché est régie par les clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale, disponibles sur le site internet onf.fr :

<https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>

### 1.7. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

## 2 CARACTERISTIQUES DU MARCHE

### 2.1. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert (AOO) passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique. En application de l'article R. 2161-3 du code de la commande publique, le présent marché est passé en AOO avec un délai de publicité accéléré justifié par la saisonnalité des mises en culture.

### 2.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

### 2.3. Décomposition en lots et consistance des lots

Le marché fait l'objet d'un lot unique car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Pour l'essence concernée, le volume de semences nécessaires pour obtenir le nombre de plants demandés sera fourni en amont au titulaire par l'ONF, en tenant compte du taux de germination des lots de graines fournis.

Dans le cas d'essences dites dormantes, les semences nécessiteront une opération de « levée de dormance » avant ensemencement. Cette opération pourra indifféremment être assurée par le fournisseur des graines ou le titulaire, elle fera l'objet d'un chiffrage spécifique dans le bordereau de prix unitaire.

Essence	Conditionnement	Age des plants à la livraison	Hauteur attendue en cm	Diamètre minimum au collet attendu en mm	Volume minimum du godet si fourniture en godets	Nombre de plants minimum à fournir
Abies cephalonica	G	3 ans	10-25	5	600 cm3	10 800

Comme prévu dans l'arrêté de 2003, la hauteur des plants ne pourra pas excéder 3 fois la hauteur du godet.

L'attention du pépiniériste est attirée sur le fait que cette graine est rare. Notamment, il veillera à n'utiliser une méthode de semis de plusieurs graines par conteneur que s'il est en mesure de repiquer ensuite les plants surnuméraires dans d'autres conteneurs, tout en garantissant la bonne qualité de l'ensemble des plants.

Nous fournirons au maximum 9kg de graines – taux de germination 78% - 12320 graines par kilo.

#### **2.4. Modalités d'attribution des lots de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est attribué à un seul et même soumissionnaire.

#### **2.5. Modalités d'émission des bons de commandes**

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 5 du présent CCATP.

#### **2.6 Durée et prise d'effet de l'accord-cadre**

La durée du présent marché est de 45 mois à compter de la date de notification. La date prévisionnelle de début d'exécution est le 1 juin 2021.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

#### **2.7 Prestations similaires**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

#### **2.8 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il est proposé de prestations supplémentaires éventuelles portant sur le traitement des plants décrit à l'article 5.6 du présent CCATP.

Les variantes techniques, sur proposition du candidat dans son offre et sous réserve de l'accord de l'ONF, sont autorisées.

#### **2.9 Essences non prévues**

Dans le cas où des essences autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU) initial s'avéraient nécessaires, les nouveaux prix afférents seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces essences ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base.

Les nouveaux prix correspondants seront créés par une modification du BPU. Ces nouvelles essences pourront être commandées par l'émission de bons de commande, qui pourront servir de base à la facturation d'autres fournitures futures similaires.

Le BPU sera modifié en conséquence.

#### **2.10 Limitation dans la création des nouveaux prix**

Les nouveaux prix pourront être créés dans la limite des 20% du nombre total des lignes du BPU pour la durée du marché et dans le respect des montants maximums du marché. Au-delà de ce pourcentage, une modification du marché devra être conclue pour toute nouvelle création de prix, dans le respect du code de la commande publique.

### 3 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires qui en est son complément indissociable ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- Les clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale, disponibles sur le site internet onf.fr/ :<https://www.onf.fr/onf/recherche/+2f::ventes-de-bois-et-achat-de-services-dexploitation-forestiere-ce-que-dit-la-loi.html>
- Cahier national des prescriptions des travaux et services forestiers (CNPTSF)
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### 4 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE

#### 4.1 Passation des commandes – Délai de livraison

Pour chaque lot, les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché 2021-8300-01
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des prestations
- leur quantité prévisionnelle
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer
- le(s) lieu(x) d'exécution
- le(s) délai(s) d'exécution.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande. Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

##### 4.1.1 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **4.1.2 Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### **4.1.3 Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **4.2 Modalités de réception des prestations**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat de services forestiers.

## **5 SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **5.1 Description des prestations**

Le présent marché de culture a pour objet l'éducation, l'arrachage, le tri et la livraison de plants, dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par les Agences territoriales Val de Loire, Berry-Bourbonnais, Pays-de-la-Loire et Bretagne.

L'éducation des essences comprend le semis des graines ainsi que l'entretien des plants pendant toute la durée du contrat selon les procédés adaptés et habituellement pratiqués pour ces essences.

### **5.2 Approvisionnement en graines**

Les semences nécessaires à l'exécution du présent marché sont fournies par l'ONF au titulaire dans les quantités et qualités nécessaires à la bonne exécution du marché de culture. Le volume de graines fourni est fixé autour de 9kg.

Cependant, afin de tenir compte d'une insuffisance de production de semences du fait d'aléas naturels extérieurs à la volonté des parties, celles-ci conviennent :

- que le marché de culture sera résilié de plein droit sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par l'une d'entre elle, si l'ONF ne parvient pas à fournir au Titulaire plus de 40 % de la quantité des semences nécessaires à l'exécution du marché ;
- qu'en cas de production de semences dans une quantité comprise entre 40 et 90 % de celle nécessaire à l'exécution du marché, elles s'engagent à renégocier les clauses du marché de manière à ce que le nombre de plants devant être livré par le Titulaire puisse correspondre à la quantité de semences obtenue lors de la récolte ;
- qu'en cas de récolte de semences dans une quantité supérieure à 90 %, le marché sera considéré comme pouvant être normalement exécuté, ceci en conformité avec les prescriptions de l'article 6.6 ci-après.

Dès que l'information sera disponible, l'ONF communiquera au titulaire les caractéristiques quantitatives et qualitatives des lots de graines attribués, ainsi que la date de leur mise à disposition.

### 5.3 Méthode de semis

Le titulaire aura décrit, dans le mémoire technique joint à son offre, les méthodes de semis et d'éducation envisagées, en listant les opérations intermédiaires envisagées. Il aura précisé également les équipements dont il dispose, et notamment, son système d'irrigation.

Il veillera à ce que les méthodes proposées maximisent le rendement de plants obtenu par litre de graines.

Notamment, il veillera à n'utiliser une méthode de semis de plusieurs graines par conteneur que s'il est en mesure de repiquer ensuite les plants surnuméraires dans d'autres conteneurs, tout en garantissant la bonne qualité de l'ensemble des plants, afin de maximiser la quantité de plants finalement obtenue.

### Lieu d'éducation des plants

Le Titulaire s'engage à effectuer l'éducation des plants dans sa pépinière (spécifiée dans le bordereau des prix unitaires).

Afin de faciliter l'identification des plants, les carrés de la pépinière renfermant les plants porteront une pancarte regroupant les indications suivantes :

#### **Marché d'éducation avec l'Office National des Forêts**

Agence : .....  
Essence : .....  
Région de provenance : .....  
Semés le JJ/MM/NNNN : .....  
Référence au fichier de suivi : lots .....

Tout transfert des plants sur un autre site de production ne pourra se faire qu'après accord exprès de l'ONF.

### 5.4 Contrôle de l'éducation des plants

Indépendamment du contrôle réglementé et exercé par les services du Ministère chargé de la Forêt, l'ONF se réserve le droit d'exercer un contrôle des semis et des plants pendant toute la durée de leur éducation et notamment au moment du semis, du repiquage, du soulèvement, de l'arrachage et du tri.

Pour ce faire, le titulaire informera l'ONF des dates de semis, de repiquage, de soulèvement, d'arrachage et de tri au moins huit jours calendaires avant leur réalisation afin que l'ONF puisse effectuer les contrôles qu'il jugera nécessaire.

En dehors des visites à l'occasion de ces opérations techniques, l'ONF se réserve le droit de réaliser une visite annuelle.

Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu rédigé en deux exemplaires et signés par les Parties.

### 5.5 Arrachage des plants

Les plants seront arrachés sous la seule responsabilité du titulaire et selon les méthodes en vigueur afin de protéger les plants et leur système racinaire des dommages.

Si les conditions météorologiques (gel, pluviométrie excessive) rendent impossible l'arrachage à la période prévue pour assurer la livraison, le titulaire en informera l'ONF par courrier électronique, sans délai.

Le délai entre l'arrachage et la livraison à l'emplacement défini par l'ONF ne pourra excéder quatre (4) jours sous peine de refus de réception des plants par l'ONF. Il appartient au titulaire d'organiser les étapes d'arrachage, tri, traitements éventuels et de tenir compte des délais de livraison pour respecter cette disposition. Cette clause pourra toutefois être assouplie, sur accord écrit de l'ONF, si le titulaire peut se prévaloir d'avoir pris toutes les dispositions destinées à stocker les plants dans des conditions satisfaisantes (chambre froide, conditionnement ...).



## **5.6 Traitement éventuel des plants**

Des traitements en pépinière pourront être demandés, notamment une prestation complémentaire de traitement contre le gibier. Le titulaire fournira alors à l'ONF la fiche technique et la fiche sécurité des produits utilisés. Si le produit mentionné sur le BPU ne peut être utilisé, le titulaire proposera une alternative à l'ONF. Cette alternative devra être validée par l'ONF avant l'arrachage des plants.

Un mois avant livraison, le titulaire réalisera une fertilisation à l'aide d'un engrais complet à libération lente, assimilable sur 2 ou 3 mois.

**Le titulaire du marché fournira à l'ONF avec les documents d'accompagnement des plants un certificat de traitement.**

## **5.7 Stockage et transport des plants**

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour identifier les plants commandés (étiquettes, marquage, séparation des lots...) et éviter des mélanges entre essences proches ou entre provenances. Les plants seront livrés avec le document d'accompagnement habituel, sous peine de refus du lot.

## **5.8 Conditions de livraison**

Les plants seront livrés 3 années de végétation après la germination, soit pour la campagne de plantation 2023-2024, soit pour la campagne de plantation 2024-2025, comprise entre le mois de novembre de l'année 2023 et le mois de mars de l'année 2025 (en fonction de la date de germination des graines).

Pendant cette période, la livraison des plants pourra, à la demande de l'ONF, s'effectuer en plusieurs tranches. Pour ce faire, les plants seront extraits par le titulaire à la demande de l'ONF qui devra en passer commande par écrit au moins quinze (15) jours calendaires à l'avance.

Les livraisons devront avoir lieu du mardi au vendredi inclus, sauf jour férié, entre 8h00 et 16h00. Les livraisons envisagées à des heures plus tardives devront impérativement avoir fait l'objet d'un accord préalable de l'ONF, du fait des conséquences en termes de mise en jauge des plants ou de manutention des caisses de conteneurs après le coucher du soleil.

Le titulaire prendra contact avec le réceptionnaire avant la livraison, dans un délai qui sera précisé sur le bon de commande et qui ne pourra être inférieur à 48 heures (hors week-ends et jours fériés), de manière à l'avertir du créneau de livraison retenu, par créneaux de 2 heures. Les points de livraison ne bénéficient pas d'une présence permanente d'un représentant ONF et le réceptionnaire, s'il se trouve en forêt, peut ne pas être joignable : **il doit donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'avertir suffisamment en amont et lui permettre d'organiser sa présence à la livraison.** A défaut, le lot de plants pourra être refusé sans que le titulaire puisse prétendre à un dédommagement de la part de l'ONF. En aucun cas, les produits ne devront être laissés sur place si l'opération de réception n'a pu avoir lieu ; l'ONF se déchargeant de toute responsabilité en cas de détérioration ou de vols.

Les plants seront livrés préférentiellement par le titulaire. Même s'il fait appel à un prestataire de transport, le titulaire demeure responsable des bonnes conditions de préservation des plants et de l'information du réceptionnaire ONF.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer auprès des responsables ONF que les moyens qu'il va mettre en œuvre seront compatibles avec les lieux de livraison, notamment en ce qui concerne le moyen de transport utilisé, par rapport à l'accès au site ONF (parfois, route empierrée) et au matériel destiné au déchargement.

Le déchargement sera soit à la charge de l'ONF, soit à la charge du titulaire. Le bon de commande précisera si la prestation est souhaitée ou pas. **Cette prestation optionnelle doit donc être chiffrée dans le BPU.**

Si le déchargement est assuré par le titulaire, pour des raisons de sécurité, aucun personnel de l'ONF ne participera à l'opération de déchargement. Dans ce cas, si le transporteur n'est pas apte à effectuer seul cette opération, la livraison sera refusée, **sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée à l'ONF.**

Les risques afférents aux transports des plants jusqu'à leur destination incombent au fournisseur.



## 5.9 Lieux et contacts de livraison

L'ensemble des lieux de livraison n'est pas connu de façon définitive au moment de la signature de ce marché. Les prix indiqués au bordereau de prix unitaires comprendront donc la livraison sur le territoire visé par ce marché. Les livraisons pourront être fractionnées par chantier, la taille usuelle d'un chantier étant entre 2 et 5 ha.

## 5.10 Supplément pour lieu de livraison hors zone géographique du marché

Le présent marché concerne en priorité le territoire des Agences territoriales Val de Loire, Berry-Bourbonnais, Pays-de-la-Loire, Bretagne et Poitou Charentes. Toutefois, en cas de difficulté de préparation des chantiers de reboisement et d'impossibilité d'utilisation des plants sur d'autres chantiers prévus sur ce territoire, il est possible que des quantités de plants doivent être acheminées vers des lieux de livraison situés dans d'autres territoires.

Dans cette hypothèse, le pépiniériste acheminera les plants vers le territoire concerné dans les conditions suivantes :

Distance pépinière - nouveau lieu de livraison < distance de la pépinière au lieu de livraison initialement prévu	Pas de supplément
Distance pépinière - nouveau lieu de livraison > distance de la pépinière au lieu de livraison initialement prévu	Supplément par tranche kilométrique : indiqué par le titulaire dans son BPU

## 6 MODALITES DE RECEPTION ET DE CONTROLE DES PLANTS

La réception des plants sera effectuée suivant la méthode de contrôle par échantillonnage décrite dans le guide « Réussir la plantation forestière » 3<sup>ème</sup> édition décembre 2014, dont il appartient au titulaire de prendre connaissance. Il est téléchargeable à l'adresse :

[https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide\\_reussir\\_la\\_plantation\\_forestiere\\_201501\\_a4\\_cle8a81f1.pdf](https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf)

Ce guide est accepté par les deux parties comme étant la référence sur le protocole de contrôle et sur les critères de conformation et d'état sanitaire. Feront référence le tableau de l'annexe 3 du guide et la procédure telle que décrite. Les exemples cités en explication du texte ne pourront pas être utilisés comme référence.

Les plants devront :

- être de **qualité loyale et marchande** selon les critères de conformation et d'état sanitaire définis par les normes qualitatives CEE rappelées dans le Guide technique "réussir la plantation forestière", édition 2014, et présenter toutes les garanties nécessaires à une bonne reprise : ils seront en état de végétation latente et présenteront un enracinement et une tige bien équilibrés.
- satisfaire aux **normes d'âges et de dimensions** indiquées dans le bordereau des prix unitaires, y compris en ce qui concerne les dimensions et caractéristiques des conteneurs ou des mottes, sous peine de refus du lot, sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF. S'il existe un niveau d'exigence supérieur au niveau régional fixé dans un arrêté, les normes de cet arrêté prévaudront.

La réception se fera contradictoirement entre le réceptionnaire ONF et le titulaire ou son représentant. Chaque réception donnera lieu à l'établissement d'un document signé par les deux parties.

Le titulaire est conscient du temps nécessaire au bon déroulement nécessaire aux opérations de réception et s'engage à en informer préalablement son représentant, ou son prestataire en cas de livraison par un transporteur. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'ONF en dédommagement de l'attente du chauffeur le temps des opérations de contrôle et de réception.

En cas de livraison par un transporteur, la réception se fera unilatéralement par le réceptionnaire ONF (sauf délégation formelle écrite de représentation faite par le prestataire au transporteur). Les résultats lui seront opposables et il ne pourra pas les contester.

Chaque livraison s'accompagnera impérativement de la remise au réceptionnaire ONF des documents d'accompagnement des plants : document du fournisseur, passeports phytosanitaires européens (PPE) pour

les essences qui y sont soumises et attestations de traitement pour l'ensemble des plants livrés, quelles que soient les quantités, lot par lot. En cas de non présentation de ces documents, le lot sera refusé sans que cela donne lieu au versement d'une quelconque indemnité à la charge de l'ONF.

En cas de contrôle aboutissant à une décision de refus de lot, le réceptionnaire ONF conservera pour toute demande de justification ultérieure les échantillons de plants ayant servi aux opérations de contrôle, sans paiement de cet échantillon au titulaire.

Le titulaire retenu assume seul les frais de retour de la marchandise non réceptionnée ou de sa destruction en cas de non reprise), ainsi que les impossibilités de réceptionner ou les surcoûts engendrés par des défaillances du transporteur pour respecter l'organisation programmée.

## **7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

### **7.1 Unité monétaire**

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### **7.2 Forme et contenu des prix**

#### **7.2.1 Nature des prix**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

#### **7.2.2 Contenu des prix**

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans au présent marché.

### **7.3 Variation dans les prix**

Les prix sont fermes pour toute la durée de l'accord-cadre.

### **7.4 Modalités essentielles de paiement**

#### **7.4.1 Avance**

Sans objet.

#### **7.4.2 Acomptes**

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde de l'accord-cadre sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre de l'accord-cadre, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

Pour tenir compte des frais engagés par le titulaire dès l'étape du semis, un acompte sur le montant total à régler, estimé sur la base du nombre moyen de plants espéré, sera versé. Le paiement des sommes dues sera échelonné suivant le tableau ci-dessous :

Année	Etape	Part du montant estimé à régler
Printemps	Semis	20 %
Automne	Livraison	Reliquat : différence entre le montant réel constaté et les sommes déjà versées

### 7.4.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comporteront les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2021-8300-01;
- les références du bon de commande afférent ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des fournitures livrées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de livraison
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront refusées par l'ONF.

### 7.4.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :  
Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.
- Numéro d'engagement juridique :  
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX.
- Numéro d'identification :  
662043116003020 SIRET de la DT COA.
- Numéro de service exécutant :  
Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

### 7.4.5 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.  
Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent C.C.A.T.P. n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **7.4.6 Nantissement ou cession de créance**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **8 PENALITÉS**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale, disponibles sur le site internet [onf.fr/rubrique professionnels](http://onf.fr/rubrique_professionnels).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### **8.1 Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivant la date de calcul des pénalités.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourra les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

### **8.2 Retard imputable au candidat**

Par dérogation à l'article 13.1 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale et si, pour quelques raisons que ce soit sauf en cas de force majeure, les livraisons n'étaient pas effectuées dans les délais prévus, le fournisseur pourra se voir appliquer sans mise en demeure préalable des pénalités de retard pour défaut de livraison, calculées suivant la formule ci-après :

$P = (V \times R) / 50$ , dans laquelle

P = montant de la pénalité

V = valeur de l'ensemble des produits non livrés dans les délais prévus

R = nombre de jours calendaires de retard

Les pénalités de retard seront dues y compris si leur montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché. Les retards imputables à des faits ne pouvant être maîtrisés par le titulaire tels que grèves, des accidents au cours du transport, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et un sursis d'exécution ou une prolongation de délai sera accordé(e) au titulaire pour une durée égale à la durée des perturbations.

### **8.3 Retard imputable à l'ONF**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **8.4 Pénalités pour perte de la ressource**

Dans l'hypothèse où le taux de fourniture de plants est inférieur à 80% du nombre de plants attendus, et sauf cas de force majeure ou catastrophe naturelle contre laquelle le titulaire n'aurait pu se prémunir, l'ONF se réserve le droit d'appliquer une pénalité correspondant à l'addition des montants suivants, divisé par le nombre de plants non fournis :

- Coût de la fourniture des graines mises à disposition du titulaire ;
- Sommes déjà versées au titre des acomptes ;
- Coût des travaux de broyage de végétation ou des travaux de sol préparatoires à la plantation à refaire faute de disponibilité en plants.

## **9 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent C.C.A.T.P. seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Toutes les transmissions adressées à l'ONF doivent également être rédigées en français.

## **10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale

### **10.1 Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **10.2 Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

### **10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **10.4 Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)

## **11 RECAPITULATION DES DEROGATIONS AU C.C.A.G.**

L'article 8.2 du présent C.C.A.T.P. déroge à l'article 13.1 des clauses générales d'achat de services forestiers en forêt domaniale.

Fait à Boigny sur Bionne, le 14 avril 2021

Mme Milene GENTILS